



**PRÉFET  
DE HAUTE-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

6 avenue Général de Gaulle  
CS90254  
43009 Le Puy-en-Velay Cedex

Le Puy-en-Velay, le 24/02/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 13/02/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **STTP - EMBALLAGE**

Le Psychier  
B.P.28  
43600 Sainte-Sigolène

Références : UiD4243-EAR-25-74  
Code AIOT : 0005600262

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/02/2025 dans l'établissement STTP - EMBALLAGE implanté Le Psychier B.P.28 43600 Sainte-Sigolène. L'inspection a été annoncée le 13/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- STTP - EMBALLAGE
- Le Psychier B.P.28 43600 Sainte-Sigolène
- Code AIOT : 0005600262
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

STTP- Emballages est une entreprise spécialisée dans l'impression sur films plastiques. Elle réalise

également des activités de complexage.

**Contexte de l'inspection :**

- Inspection généraliste produits chimiques

**Thèmes de l'inspection :**

- Air
- Eau de surface
- REACH

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 15/11/2006, article 4.3.3	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 15/11/2006, article 7.3.3	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 04/09/2017, article 1	Sans objet
2	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 15/11/2006, article 3.2.3	Sans objet
4	Produits chimiques	Arrêté Préfectoral du 15/11/2006, article 7.2.1	Sans objet
6	Rétentions	Arrêté Préfectoral du 15/11/2006, article 7.5.3	Sans objet
7	Rétentions	Arrêté Préfectoral du 15/11/2006, article 7.5.7	Sans objet
8	Moyens de défense contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 15/11/2006, article 7.6.1 et 7.6.2	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit faire réaliser une campagne de mesure des eaux pluviales.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Situation administrative**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/09/2017, article 1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, classement ICPE
<b>Prescription contrôlée :</b>  Rubrique 2450-2-a : 1175 kg/j → A Rubrique 3670 : 400 t/ an → A

<p>Rubrique 2661-1-b : 15t/j → E</p> <p>Rubrique 1530 : 200m<sup>3</sup> → NC</p> <p>Rubrique 2663-2 : 500m<sup>3</sup> → NC</p> <p>Rubrique 2910-a : 583 kW → NC</p> <p>Rubrique 2925 : 13,5 kW → NC</p> <p>Rubrique 4331 : &lt;50t → NC</p> <p>Rubrique 4734-1 : &lt;250t → NC</p> <p>Rubrique 4802-2 : 20kg → NC</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a indiqué que les quantités autorisées par l'arrêté préfectoral du 04/09/2017 étaient respectées.</p> <p>Néanmoins, concernant la rubrique 2661-1-b (transformation de polymères par des procédés exigeant des conditions particulières de température ou de pression), l'exploitant a indiqué qu'elle n'était plus mise en œuvre sur le site. Il souhaite toutefois conserver cette rubrique au sein de son classement ICPE.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection attire l'attention de l'exploitant sur les dispositions de l'article R.512-74-II du Code de l'environnement qui précise : « <i>En application de l'article L.512-19, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai, l'arrêté d'autorisation, l'arrêté d'enregistrement ou la déclaration cesse de produire effet lorsque l'exploitation a été interrompue pendant plus de trois années consécutives, à la suite d'un constat de l'inspection des installations classées ou d'une information de l'exploitant</i> ».</p> <p>Ainsi, en l'absence de déclaration de l'exploitant et considérant le constat effectué le jour de la visite objet du présent rapport, le bénéfice de l'autorisation accordée au titre de la rubrique 2661 sera caduc à compter du 13 février 2028.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 2 : Rejets atmosphériques

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/11/2006, article 3.2.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets COV</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les rejets issus de l'installation visée à l'article 3.2.2 (oxydateur thermique de COV) doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration [...]</p> <p>COVNM (carbone total) : 20 mg/Nm<sup>3</sup> et flux = 1,5 kg/h</p> <p>Nox : 100 mg/Nm<sup>3</sup></p> <p>CH<sub>4</sub> : 50 mg/Nm<sup>3</sup></p> <p>CO : 100 mg/Nm<sup>3</sup></p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté un rapport d'analyses des rejets atmosphériques daté du 01/02/2024. Tous les paramètres étaient conformes aux VLE ci-dessus.</p>

L'exploitant a indiqué qu'une nouvelle campagne de mesure avait été réalisée le 02/02/2025. Le rapport d'analyse n'était pas encore en sa possession.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmettra à l'inspection le rapport d'analyses des rejets atmosphériques réalisées le 02/02/2025 dès réception.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 : Rejets aqueux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/11/2006, article 4.3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Effluents
<b>Prescription contrôlée :</b>  (...) Les dispositions nécessaires seront prises pour éviter l'entraînement dans le réseau d'eaux pluviales de granulés de polyéthylènes provenant des stockages extérieurs. Les effluents doivent également respecter les valeurs limites suivantes : pH : compris entre 5,5 et 8,5 Température : < 30°C MEST : < 600 mg/l DCO : < 2000 mg/l DBO5 : < 800 mg/l Hydrocarbures : < 10 mg/l
<b>Constats :</b>  L'exploitant a indiqué qu'il n'utilisait plus de granulés de polyéthylène (voir constat n°1). Lors de la visite, aucun granulé n'a été aperçu.  Concernant les analyses d'eaux pluviales, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter de rapport d'analyses.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Dans un délai de 3 mois, l'exploitant devra faire réaliser des analyses des rejets d'eaux pluviales et transmettra le rapport d'analyses à l'inspection.  Dans l'hypothèse où les effluents mesurés ne respecteraient pas les VLE fixées par l'arrêté préfectoral du 15/11/2006, l'exploitant justifiera des moyens à mettre en œuvre pour que les rejets soient conformes.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 4 : Produits chimiques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/11/2006, article 7.2.1
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Inventaire
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'établissement doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances et préparations dangereuses présentes dans les installations, en particulier les fiches de données de sécurité (...).
<b>Constats :</b>  L'exploitant dispose des fiches de données de sécurité des produits qu'il utilise.  Par échantillonnage, il a été en mesure de présenter la fiche de données de sécurité de l'encre MAGENTA.  Lors de la visite, il a été constaté la présence de FDS simplifiées sur les postes de travail.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Installations électriques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/11/2006, article 7.3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérification électrique
<b>Prescription contrôlée :</b>  (...) Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté un rapport de vérification des installations périodiques daté du 26/08/2024.  Ce rapport faisait état d'une non-conformité concernant la protection contre les surintensités dans l'armoire électrique de l'imprimeuse Comexi 2 FW.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Dans un délai de 3 mois, l'exploitant transmettra à l'inspection un justificatif attestant que cette non-conformité est résolue.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 6 : Rétentions**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/11/2006, article 7.5.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétentions
<b>Prescription contrôlée :</b>  Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention (...).
<b>Constats :</b>  Lors de la visite, tous les récipients vus contenant un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols étaient placés sur rétention. Le sol du local encre fait office de rétention. Des batardeaux sont installés en permanence pour retenir les liquides renversés de manière accidentelle. Concernant les cuves de solvants, elles sont enterrées à l'extérieur du bâtiment. Ce sont des cuves double-peau équipées d'un système de détection de fuite et d'une alarme de niveau.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Rétentions**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/11/2006, article 7.5.7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Aire de dépotage
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes sont étanches et reliées à des rétentions étanches (...) Les réservoirs sont équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi leur débordement en cours de remplissage (...).
<b>Constats :</b>  L'aire de dépotage de solvants est étanche. Elle est en légère pente de manière à ce qu'en cas de fuite, les liquides répandus restent confinés. Elle est munie d'un regard , mais ce dernier est équipé d'une vanne de fermeture manuelle qui reste en position fermée. Les cuves de solvants sont munies de couvercles fermés à clé. Aucun dépotage ne peut être réalisé sans la présence d'un opérateur appartenant à STTP-Emballages. Une procédure de dépotage est établie. Les cuves sont enterrées, elles sont double-peau, munies d'un système de détection de fuite et d'une alarme de niveau.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 8 : Moyens de défense contre l'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/11/2006, article 7.6.1 et 7.6.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>

Article 7.6.1 : L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci conformément à l'analyse des risques définie dans le présent chapitre au paragraphe généralités. (...)

Article 7.6.2: Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. (...)

**Constats :**

Lors de la visite, par échantillonnage, il a été constaté que les extincteurs et les RIA étaient visibles, repérés et accessibles. Au niveau de l'aire de dépotage, en plus de la présence d'un extincteur, il a été vu une réserve de sable avec une pelle.

L'exploitant a été en mesure de présenter un rapport de vérification périodiques des extincteurs et des RIA daté du 21/10/2024. Ce rapport ne faisait état d'aucune non-conformité.

**Type de suites proposées :** Sans suite